****

**Réf. no10 9 mars 2022**

**Sur cette longue route qui mène vers l’égalité entre les femmes et les hommes, c’est ensemble qu’il nous faut avancer**

**La conférence qui s’est tenue le 8 mars dernier sur le thème «Les femmes sur le marché du travail» organisée par le CESE à l’occasion de la Journée internationale des droits des femmes a été assombrie par la guerre.** **Les participants et les participantes ont rendu hommage aux femmes ukrainiennes dont la force, le courage et la résilience forcent l’admiration.** **Différents aspects de l’égalité entre les femmes et les hommes ont été mis en relief, notamment la nécessité d’accroître la participation des femmes au marché du travail — en particulier du côté des nouveaux emplois numériques et écologiques —, de faciliter l’entrepreneuriat féminin, d’améliorer les services de soins et l’équilibre entre vie professionnelle et vie privée, ou encore de lutter contre les stéréotypes sexistes et le harcèlement professionnel.**

Dans son allocution d’ouverture, **Christa Schweng**, présidente du CESE, a évoqué les femmes et les filles ukrainiennes, qui sont aujourd’hui forcées de quitter leur pays, et qui se trouvent exposées à un risque accru de violence.

Prolongeant son propos, **Maria Nikolopoulou**, présidente du groupe ad hoc sur l’égalité et membre du CESE, a déclaré: *«Des femmes, des mères, des compagnes sont bloquées dans une zone de guerre, beaucoup d’entre elles prennent les armes pour combattre, d’autres tentent d’échapper à l’atrocité des attaques. Nos pensées et notre solidarité aujourd’hui vont à toutes les femmes qui subissent les effets dévastateurs de la guerre. Nous joignons nos voix à celles des sociétés civiles qui réclament la fin de la guerre dans tous les pays».*

Les participants et participantes ont tenu à rappeler que le 8 mars n’était pas un jour de célébration de l’émancipation des femmes, mais bien de la réaffirmation du principe d’égalité, et que cette date servait à mettre en avant une législation et des mesures pour lutter contre la violence faite aux femmes et pour éliminer les distorsions dans les structures de rémunération et les possibilités d’emploi.

La pandémie de COVID-19 n’a fait qu’approfondir l’écart entre les hommes et les femmes en matière d’emploi, et elle a également contribué à une recrudescence de la violence et du harcèlement au travail. *«Prévenir ce phénomène et y faire face est indispensable si nous voulons attirer et retenir un plus grand nombre de femmes sur le marché du travail et renforcer leur autonomie financière»*, a expliqué **Manuela Tomei**, directrice du département des conditions de travail et de l’égalité de l’Organisation internationale du travail (OIT). Elle a exhorté l’ensemble des États membres à ratifier la convention no 190 de l’OIT contre la violence et le harcèlement, en soulignant que *«la ratification de la convention no 190 de l’OIT devait être accélérée»*.

**Helena Dalli**, commissaire chargée de l’égalité, a annoncé que la Commission européenne entendait présenter une proposition de directive sur la lutte contre la violence à l’égard des femmes et la violence domestique, laquelle serait contraignante pour tous les États membres. MmeDalli a souligné qu’il était *«impossible que les femmes participent pleinement à tous les aspects de la vie si elles n’étaient pas, dans leur vie, à l’abri de la violence»*.

En ce qui concerne les stéréotypes sexistes, il s’agit de *«revenir aux fondamentaux et, dans une certaine mesure, de revenir vers le futur»*, pour reprendre la formule de **Mary Collins** du Lobby européen des femmes. Mme Collins a dénoncé une absence majeure de l’intégration de la dimension de genre dans le pacte vert pour l’Europe et la stratégie numérique, considérant que *«les femmes étaient totalement oubliées»*.

Mme Schweng a également souligné qu’il fallait que *«davantage de femmes soient présentes dans les secteurs en expansion, tels que ceux liés aux STIM et aux nouvelles technologies, qui offrent des carrières valorisantes et hautement rémunérées»*.

En ce qui concerne le secteur de l’intelligence artificielle, les femmes ne représentent que 16% de la main-d’œuvre, ce qui laisse tout le loisir aux 84 % d’hommes de prendre seuls toutes les décisions et d’imposer leur prééminence. *«Si les femmes sont absentes de ces secteurs, cela signifie que la totalité du nouveau monde qui sera taillé sur mesure par des hommes, et leurs éventuels préjugés»*, a déclaré Mme Schweng.

**Marta Junqué Surià**, de l’initiative de Barcelone sur l’utilisation du temps pour une société saine, a analysé l’importance de promouvoir un équilibre réel entre vie professionnelle et vie privée, en soulignant que les politiques en matière de temps peuvent contribuer à créer un équilibre efficace entre vie professionnelle et vie privée et faire émerger une société plus saine, plus égalitaire et plus efficace.

À cette fin, **Robert Biedroń**, président de la commission des droits de la femme et de l’égalité des genres du Parlement européen, a fait observer que *«les États membres de l’UE doivent pleinement mettre en œuvre, et même aller au-delà, des objectifs de Barcelone, afin que les femmes n’aient pas à choisir entre leur famille et la participation au marché du travail»*.

En ce qui concerne l’entrepreneuriat féminin, la situation s’améliore et les chiffres montrent que le pourcentage de femmes entrepreneurs ou indépendantes est passé de 28 % en 2012 à 34 % aujourd’hui, mais dans leur vie professionnelle, les femmes voient toujours se dresser face à elles des montagnes plus difficiles à franchir.

**Srita Heide**, représentante spéciale chargée des questions liées à la diversité, conseillère en affaires et en ressources humaines, a fait valoir que, selon une enquête menée par la société *Boston Consulting Group* (BCG), si, à l’échelle du monde, les femmes et les hommes étaient représentés équitablement parmi les entrepreneurs, le PIB mondial pourrait à terme augmenter de 3% à 6%, soit un gain de 2,5 à 5 milliards de dollars de l’économie mondiale, et elle a conclu son intervention en jugeant que *«par* conséquent, il est possible de dire que la réduction des inégalités entre les femmes *et les hommes est synonyme de croissance économique.»*